

Recommandations politiques pour la mise en place de systèmes de suivi de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pilotés par les pays en Afrique de l'Ouest et du Centre

Une étude de dix pays, 2016-2018



Contents

Résumé exécutif	3
Le suivi fragmenté	3
l'atteinte des objectifs de développement durable	3
le suivi-évaluation national de l'AEPHA	4
Le suivi fragmenté : l'état actuel du suivi-évaluation national de l'AEPHA	4
Renforcer le suivi piloté par les pays	5
Recommandations politiques	6
Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre	7

Accélérer le suivi-évaluation de l'AEPHA aux niveaux national et infranational pour améliorer la gestion des infrastructures et la fourniture des services. Une étude de dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2016-2018.

Mai 2018

L'information nécessaire pour prendre des décisions efficaces, que ce soit par le gouvernement, les partenaires au développement ou les parties prenantes de la société civile, est fondamentale pour assurer la fourniture de services d'eau et d'assainissement. Jusqu'à présent, les approches de suivi-évaluation fondées sur des programmes n'ont guère réussi à fournir des informations durables. Les expériences récentes de dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre montrent que le suivi mené par les pays offre une alternative réalisable pour la construction de systèmes nationaux de S&E de l'AEPHA solides, qui répondent aux besoins des pays.

Résumé exécutif

Dans de nombreux pays, les systèmes d'information sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ne répondent pas aux exigences du large éventail de partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux qui dépendent des données pour la planification, le financement, la mise en œuvre et le maintien des services d'AEPHA. Les besoins non satisfaits en matière d'information ont donné lieu à une approche fragmentée et improvisée de la collecte et de la gestion des données, avec des enquêtes ponctuelles et des systèmes parallèles offrant des informations utiles limitées et rarement durables au-delà des échéances des projets.

La mise en place de systèmes de suivi-évaluation solides de l'AEPHA peut être réalisée grâce à un processus participatif intégrant les parties prenantes nationales et infranationales, qui se concentre sur : la définition des aspirations du système, l'évaluation des composantes existantes du système et la préparation d'actions chiffrées pour la mise en place de systèmes capables de répondre aux besoins d'information du pays. Les présentes recommandations politiques sont proposées aux gouvernements, aux partenaires au développement et à la société civile sur la base des enseignements tirés d'une étude menée dans dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le suivi fragmenté

L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les objectifs de développement durable visent à transformer notre monde en faisant en sorte que personne ne soit laissé pour compte. En utilisant des données de preuve sur l'état réel des services de base et des services gérés en toute sécurité, il est possible d'accélérer les progrès vers les ODD 6.1 et 6.2. Pour que cela se produise, les systèmes nationaux de S&E de l'AEPHA doivent fournir des informations à un large éventail de parties prenantes qui jouent chacune un rôle crucial dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement fonctionnels. Ces parties prenantes se composent des gouvernements nationaux et infranationaux, des partenaires au développement et de la société civile. Au niveau des pays, cela exige des institutions solides, une collaboration efficace et des plans pour s'assurer que des

données sont collectées, vérifiées et analysées afin de générer des informations et qu'en fin de compte, ces informations sont utilisées pour éclairer la prise de décision.

LE SUIVI-EVALUATION NATIONAL DE L'AEPHA

Le suivi du secteur de l'AEPHA exige une action concertée de la part de multiples parties prenantes et requiert un leadership national clair et un alignement derrière un objectif commun et un ensemble de résultats souhaités. Le leadership nécessaire à l'atteinte des résultats de la fourniture de services exige plus qu'une mission de gouverner (il dépend de la disponibilité et de la production de preuves évidentes et de normes de services ainsi que de capacités pour répondre aux besoins des usagers). L'une des raisons d'être du suivi est de permettre et d'appuyer des mécanismes efficaces de responsabilisation entre les multiples parties prenantes, les gouvernements et la société civile.

Plus qu'un ensemble convenu d'indicateurs, le suivi national exige des mécanismes de coordination, des institutions et une gouvernance solides, une capacité d'analyse et des mécanismes efficaces de régulation et de responsabilisation qui favorisent l'utilisation des données. Les informations de suivi doivent être disponibles et présentées de manière efficace sous la forme d'informations qui soutiennent les cycles de planification et de budgétisation et guident les investissements financiers. Le suivi devrait répondre et satisfaire aux exigences des différentes parties prenantes et devrait soutenir des cadres cohérents de responsabilisation et de gestion de la performance sectorielle. La performance du secteur exige que toutes les parties prenantes acceptent et partagent des normes, des données de preuves et des capacités communes, pour jouer efficacement leurs rôles ; et que ceux-ci soient convenus et validés au moyen de discussions conjointes efficaces et d'une planification fondée sur des données factuelles, sur une base annuelle.

LE SUIVI FRAGMENTE : L'ETAT ACTUEL DU SUIVI-EVALUATION NATIONAL DE L'AEPHA

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du centre, les systèmes nationaux de suivi existants ont été mis en place dans le but de suivre les objectifs nationaux. Cependant, ces systèmes étendent rarement leurs rôles à la fourniture de l'information et de l'orientation dont ont besoin les prestataires de services, les autorités de services, la société civile et les partenaires au développement, et ne sont pas toujours adaptés à l'évolution des priorités au fil du temps. Par conséquent, les parties prenantes du secteur de l'eau et de l'assainissement développent des processus et des systèmes séparés alternatifs pour satisfaire leurs besoins spécifiques.

Les efforts de suivi de l'AEPHA sont entravés par des défis techniques, de gouvernance et financiers. Les systèmes formels existants restent inutilisés, peu fiables et fragmentés et l'accès aux données générées n'est pas largement assuré. Par conséquent, les décisions ne sont pas systématiquement fondées sur la performance des activités passées, ce qui limite la responsabilisation. Les budgets sont sévèrement restreints et malgré des efforts considérables, il y a eu un succès limité dans la mise en place et le maintien des systèmes de suivi-évaluation de l'AEPHA. Il existe peu d'exemples dans la région que les pays peuvent modéliser ou reproduire suivant leurs propres besoins et objectifs nationaux de développement.

Renforcer le suivi piloté par les pays

Le suivi dirigé par les pays est une vision pour la coordination par les pays du suivi-évaluation de l'AEPHA, selon laquelle un leadership du gouvernement national respecté oriente le pays vers les objectifs nationaux de développement, avec des partenaires au développement qui fondent leurs politiques et établissent des partenariats en accord avec les priorités nationales, et où la société civile joue un rôle respecté et essentiel en assurant la responsabilisation des usagers finaux.

L'objectif du suivi dirigé par les pays est de permettre une prise de décision efficace à tous les niveaux au sein d'un pays, en utilisant des données continues, fiables et pertinentes qui peuvent être traitées, analysées et utilisées pour guider les décisions. Le suivi dirigé par les pays a le potentiel d'éclairer le suivi des interventions, d'orienter des actions correctives, de guider la planification et l'allocation des ressources, d'accroître la responsabilité des prestataires de services et des autorités envers les citoyens, et de guider la réglementation des services et des prestataires de services. En fin de compte, le suivi dirigé par les pays peut et devrait aboutir au renforcement et à la durabilité de la fourniture de services d'eau et d'assainissement.

Qu'est-ce que le suivi dirigé par les pays?

Le suivi dirigé par les pays fait référence aux mécanismes multipartites de suivi, d'évaluation et d'apprentissage qui sont dirigés par le gouvernement d'un pays plutôt que par une tierce partie¹. Segone² définit le suivi dirigé par le pays comme l'endroit où le pays, dirige et s'approprie le cycle de suivi, en déterminant les questions à poser, les méthodes appliquées, l'approche analytique, les communications et la manière dont l'information est utilisée.

Le terme "dirigé par le pays" au lieu de "dirigé par le gouvernement" est utilisé pour refléter les rôles de leadership partagés entre la société civile, le secteur privé et le gouvernement dans le processus. Le suivi dirigé par le pays prend en compte un pays ou un État dans son entièreté et comprend les zones rurales, les petites villes et les zones urbaines, ainsi que des données quantitatives et qualitatives sur les services. Le suivi mené par le pays implique qu'une institution gouvernementale dédiée joue un rôle de direction, avec une participation claire des organisations de la société civile, des collectivités locales et des bailleurs de fonds³. Le gouvernement coordonne la mise à jour régulière, assure la disponibilité et encourage l'utilisation des données.

La mise en place de systèmes solides de suivi-évaluation de l'eau et de l'assainissement peut être coordonnée dans le cadre du modèle du suivi dirigé par les pays. Ceci peut se faire par le biais d'un processus participatif dans lequel les parties prenantes nationales et infranationales définissent les aspirations du système, puis examinent le système existant pour élaborer une approche et des actions chiffrées de nature à construire des systèmes qui répondent aux besoins d'information du pays.

¹ Il s'agit d'une adaptation de la définition donnée par Danert, K. 2015. Messy, varied and growing : country-led monitoring of rural water supplies, in T. Schouten and S. Smits (eds), From Infrastructure to Services : Trends in Monitoring Sustainable Water, Sanitation and Hygiene Services. Rugby : Practical Action Publishing

² Segone, M. 2009. Country-led Monitoring and Evaluation Systems: Better Evidence, Better Policies, Better Development Results, Evaluation Working Paper Series, Geneva: UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States (CEE/CIS).

³ Ssozi and Danert. 2012. National Monitoring of  Rural Water Supplies¹. How the Government of Uganda did it and lessons for other countries. RWSN-IFAD Rural Water Supply Series - Volume 5.

Recommandations politiques

En s'appuyant sur le programme participatif de suivi-évaluation WCAR de l'UNICEF dans dix pays (section 5), les recommandations politiques suivantes peuvent être formulées :

Pourquoi le suivi dirigé par les pays peut-il fonctionner ?	
Gouvernement national	Les gouvernements découvrent des moyens pratiques d'aller de l'avant et ont identifié et approuvé des mesures pratiques qui peuvent être prises immédiatement. Les recommandations ont reçu le plein appui du secteur et sont comprises par les partenaires. Des plans ont permis de diviser les étapes en activités concrètes qui sont chiffrées et capables d'être financées.
Partenaires au développement	Des pratiques communes de S&E qui reflètent les rôles et responsabilités des différentes institutions, créent un environnement plus cohérent pour la programmation en matière d'AEPHA et l'efficacité de l'aide. En fin de compte, des systèmes de suivi-évaluation plus résilients sont nécessaires pour assurer la durabilité des résultats et des investissements responsables.
Société civile	La clarification des missions des institutions en matière de reporting et de suivi, des objectifs sectoriels explicites et des normes de service, fournissent la base pour obtenir des informations plus fiables sur la performance des services et la capacité d'agir et de défendre les intérêts des gens. Dans les systèmes de suivi dirigés par les pays, la société civile a un rôle à jouer dans le suivi et dans la garantie que les usagers reçoivent des services conformes aux normes du secteur et que ces normes sont appropriées. L'accès aux sources officielles d'information peut fournir des mécanismes formels supplémentaires d'engagement avec le gouvernement pour améliorer les services d'eau et d'assainissement.

Étapes prioritaires pour la mise en place d'un suivi dirigé par les pays	
Gouvernement national	Approcher les partenaires au développement récents et actuels pour élaborer et communiquer les besoins d'appui nécessaires au renforcement du système national de S&E de l'AEPHA : sur la base d'une approche participative de suivi dirigée par le pays avec un plan d'action chiffré.
Partenaires au développement	Investir en conformité avec le suivi dirigé par les pays, répondre aux exigences du gouvernement et soutenir les plans nationaux chiffrés pour le suivi mené par les pays, notamment en renforçant l'environnement favorable, en assurant le suivi-évaluation de routine et en garantissant l'utilisation des connaissances provenant des examens sectoriels.
Société civile	Demander des informations transparentes sur la performance des services et la performance des institutions responsables devant les citoyens, les usagers et la société civile.

Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre

Au Bénin, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Libéria, au Mali, en Mauritanie, au Niger et en Sierra Leone, les institutions gouvernementales nationales, généralement les ministères de l'Eau et/ou de l'Assainissement, ont mené un processus participatif d'analyse de l'état des systèmes nationaux de S&E de l'AEPHA dans leur pays, avec une grande variété d'acteurs nationaux et infranationaux. Ils ont identifié les forces et les faiblesses des systèmes nationaux de S&E de l'AEPHA et ont intégré une compréhension active des relations complexes dans le secteur.

Les recommandations portaient sur les lacunes en matière de capacités organisationnelles, financières et techniques ainsi que sur les mesures à prendre pour améliorer la coordination sectorielle et la documentation d'orientation et pour harmoniser les différentes priorités entre les principales institutions du secteur. Travailler ensemble avec un certain nombre d'institutions, sous différentes missions, différents calendriers de planification et à différents niveaux, permet d'avoir une perspective plus réaliste et plus robuste d'un système national de S&E de l'AEPHA, ce qui génère des informations réellement utiles pour ces différents décideurs : un système dirigé par le pays que toutes les parties prenantes peuvent soutenir.

Voir la [boîte à outils](#) (IRC, UNICEF, and Akvo 2018)

[IRC, UNICEF, and Akvo. 2018. "Toolbox for Strengthening Country-Led Monitoring." The Hague, The Netherlands: IRC. https://www.dropbox.com/sh/nosyh1umal6mah5/AADrCQGCglifOF-GDGTpiUMa?dl=0.](https://www.dropbox.com/sh/nosyh1umal6mah5/AADrCQGCglifOF-GDGTpiUMa?dl=0)

